



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 22 juin 2026

Vigilance rouge sur nos conditions de travail et de vie : il est temps de prendre nos affaires en main !

À peine au seuil de l'été, la France subit déjà sa deuxième vague de chaleur. Avec le changement climatique, ce type de phénomène va devenir de plus en plus fréquent. Mais du côté du gouvernement et des patrons, c'est une fois de plus l'impréparation totale et le déni, et donc le système D pour nous. Ce sont les classes populaires, les travailleurs et les travailleuses les plus exposés : hors de question de subir le changement climatique provoqué par les capitalistes et de mettre nos vies en danger pour leurs profits !

Double peine climatique et sociale

D'après le dernier rapport de l'ONG Oxfam, c'est pour la santé des populations les plus pauvres que l'impact du changement climatique est le plus fort. Rien d'étonnant : c'est vrai à l'échelle internationale, puisque les pays les plus pauvres sont les plus touchés, mais aussi à l'échelle nationale, selon la classe sociale à laquelle on appartient. Non seulement en fonction des conditions de travail, mais aussi de logement.

Les quartiers populaires sont surexposés aux canicules, les passoires thermiques de l'hiver se transformant en bouilloire thermique l'été. Le béton et l'asphalte forment des îlots de chaleur, sans aucun endroit pour se rafraîchir, hormis les supermarchés... Et ce sont les jeunes ayant ouvert des bouches à incendie qui sont montrés du doigt et verbalisés, alors qu'on continue à arroser les golfs et que les plus aisés vivent et évoluent en permanence dans des lieux climatisés et bien plus végétalisés.

La France est un pays riche, mais les services publics sont dans un état lamentable, particulièrement exposés à la vague de chaleur : dans les Ehpad et les hôpitaux, puisque 60 % du bâti hospitalier est considéré comme vétuste ; dans les écoles, collèges et lycées qui n'ont bénéficié d'aucune rénovation énergétique ; dans les transports en commun, peu ou pas climatisés, dont salariés et usagers subissent la surchauffe, les pannes et les annulations.

Pourtant, selon le rapport Oxfam, l'adaptation de la France d'ici à 2050, coûterait 20 milliards d'euros, soit seulement dix-sept mois de bénéfices de TotalEnergies, un des premiers responsables du réchauffement. Une somme dérisoire pour le capitalisme, mais pas touche aux profits !

Urgence climatique et urgence révolution

Face à cette logique qui conduit toute l'humanité droit dans le mur, nous pouvons faire valoir nos priorités : nos vies avant leurs profits, particulièrement au moment où la vague de chaleur met notre santé en danger. Le gouvernement ne prend aucune responsabilité, on le voit bien dans l'Éducation nationale où le ministre renvoie toute prise de décision de fermeture aux collectivités, alors que les classes sont transformées en étuves. Car pour les patrons, il faut préserver la productivité coûte que coûte et il faut donc que les parents puissent venir travailler... comme si de rien n'était.

Le 29 mai dernier, un ouvrier de 19 ans est mort après une journée en pleine chaleur sur un chantier. Alors que la France détient le triste record du nombre de morts au travail d'Europe, avec plus de 700 chaque année, il risque d'y en avoir d'autres suite à l'épisode que nous traversons.

La seule manière de nous protéger, c'est de réagir collectivement. Au mois de juin l'année dernière, des grèves et des droits de retrait ont été organisés par les travailleurs du transport. Cette année, il y a aussi des réactions. Par exemple, les débrayages se succèdent au technicentre industriel SNCF de Rouen Quatre Mares : pas question de travailler dans des ateliers à plus de 40 °C.

Adaptation des activités et des horaires de travail, ou ne pas travailler du tout : ce sont les salariés les mieux placés pour décider.

Les profits grimpent, la chaleur monte, inversons les courbes en comptant sur nos luttes !

Les salariés de VSF en lutte contre la fermeture

La direction veut fermer le site de VSF à toute vitesse et «relocaliser» de force les salariés au Technocentre, à Lardy ou à Aubevoye. Elle se moque bien des conséquences sur le temps de trajet ou les conditions de travail.

Mais les collègues de VSF ne se laissent pas faire. Après une action réussie sur leur site le 10 juin, ils se sont organisés et ont remis ça jeudi 18 juin à Boulogne pour manifester et chahuter les RH de Renault et les dirigeants syndicaux qui « négociaient » leur avenir sur un coin de table.

A un représentant de la CFE-CGC qui leur expliquait qu'il fallait négocier les cas individuels, ils ont répondu qu'ils voulaient jouer collectif, et qu'ils voulaient une prime pour tous afin de compenser le préjudice causé par la fermeture.

Sans surprise, la direction a refusé. Ce n'est que par le rapport de force qu'ils obtiendront satisfaction.

Un plan social (mal déguisé)

Le 10 juin, la direction jurait lors d'un CSE qu'il n'y aurait pas de suppressions d'emplois à VSF, mais seulement des « relocalisations ».

Gros mensonge : 8 jours plus tard, elle prévoyait jusqu'à 153 postes en moins sur les 434 salariés Renault et Ampère.

Dégager un tiers des effectifs d'un site avec une RCC, ça ressemble fort à un plan social...

Stop à la casse sociale

Renault va annoncer cette semaine une réduction d'effectifs massive dans l'ingénierie : 15 à 20 % des postes seraient supprimés, avec des centaines en France et encore plus ailleurs. La saignée a déjà commencé : à VSF mais aussi en Roumanie.

L'objectif de F. Provost est clair : augmenter les bénéfices en taillant dans coûts. Face à cette attaque, il faut s'organiser pour riposter.

Ils nous chauffent

La chaleur est intenable pour travailler. Et la climatisation ne fonctionne pas partout sur le site. La direction fait comme le gouvernement : elle dit qu'il faut se débrouiller seuls et s'adapter.

Sauf qu'on ne vient pas travailler pour le plaisir, c'est à Renault de mettre les moyens pour qu'on ne cuise pas dans les ateliers et sur les bancs.

Si on s'arrêtait collectivement de travailler quand les conditions sont insupportables, sûr que ça les refroidirait là-haut.

Stop à la surenchère guerrière

C'est la foire au salon de l'armement Eurosatory ! Il y a un an, Renault assumait à peine le projet de drones volants fabriqués au Mans avec l'entreprise Turgis-Gaillard. Ensuite on a appris l'existence d'un

plan de drone terrestre avec l'industriel John Coquerill... A présent, la direction annonce deux nouveaux partenariats avec le géant du militaire Thales : un véhicule militaire tactique et un petit drone kamikaze. C'est quoi la prochaine étape ?

On a signé pour fabriquer des voitures, pas des armes. L'actualité récente en Palestine, en Ukraine et en Iran nous rappelle chaque jour à quoi servent ces engins de mort.

Produire des armes pour sauver les emplois ?

Plusieurs syndicats répètent les arguments de la direction et du gouvernement pour promouvoir les projets d'armement chez Renault. Selon eux, cette évolution permettrait de sauver les emplois. Sauf que ces emplois, on n'en a jamais vu la couleur : Renault accumule les projets dans le militaire, mais des centaines de postes vont encore être supprimés dans l'ingénierie en France, et encore davantage ailleurs.

En réalité, leur chantage à l'emploi sert surtout à pousser les salariés à accepter de bosser sur des projets militaires pas très attirants.

SpaceX décolle en bourse

SpaceX a été fondée en 2002 par Elon Musk avec pour mission d'établir une colonie sur Mars. Elle vient de faire une entrée fracassante en bourse, vendant sans difficulté 75 milliards de dollars d'actions. Sa valorisation totale pourrait atteindre 1 800 milliards de dollars et a déjà fait de Musk le premier trillionnaire (1000 milliards) de l'histoire.

À l'occasion, le Nasdaq a dérogé à sa propre règle et l'a immédiatement coté dans son Nasdaq-100, ce qui oblige les fonds de pension américains à acheter des actions SpaceX. Autrement dit, si SpaceX n'arrive pas à décoller, les retraites des travailleurs américains s'effondrent. Il fallait y penser !

Une candidate ouvrière et révolutionnaire

Le NPA-Révolutionnaires présente à l'élection présidentielle de 2027 **Selma Labib**, 30 ans, conductrice de bus en région parisienne.

Elle portera la voix des travailleurs en colère et en lutte pour leurs salaires, leurs conditions de travail, leurs emplois.

Parce que ceux qui produisent toutes les richesses doivent s'organiser pour en finir avec le système capitaliste, Selma Labib défendra la nécessité de combattre le patronat et ses serviteurs politiques, la catastrophe écologique, la marche à la guerre ou la montée du racisme. Des perspectives de lutte, loin des illusions institutionnelles portées par la gauche.

Merci à vous !

La collecte a été fructueuse, merci de votre soutien ! Grâce à vous ce bulletin du NPA-Révolutionnaires continuera à faire des étincelles !